Vendredi
L'hebdomadaire des Socialistes

Quatrième année
- N° 153 -
Vendredi
28 août 1992
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F

POUR L'EUROPE C'EST

Oui

coll. Fondation Jean Jaurès

Votre courrier

REFERENDUM

Tout petit, je rêvais que la Terre était un lieu d'accueil et que, si je le voulais, lorsque je serais grand, je pourrais aller me promener et vivre librement, partout dans le monde.
J'ai vite appris que la bêtise et la haine dominent trop souvent la planète, engendrant çà et là des guerres imbéciles et meurtrières.
L'esprit et la raison de nombreux hommes, soutenus par leur ténacité, leur générosité et leur foi, ont permis de rechercher une entente et une mise en place d'organismes internationaux.
Parmi ceux-ci s'est créée, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'union européenne. Grâce aux accords successifs, s'est érigée une structure ayant pour compétence le droit et la justice, les échanges économiques, l'organisation des productions, la politique monétaire... ce que nous appelons le marché commun européen, une politique étrangère commune, etc.
Pour continuer l'œuvre entreprise, les Etats européens ont signé le traité de Maastricht. Afin de le légaliser, celui-ci doit être ratifié par tous les pays membres. En France, la procédure choisie est celle du référendum. Il se déroulera le dimanche 20 septembre.
Pour ne pas compromettre l'acquis, pour assurer la paix, pour la poursuite du développement économique, pour un premier pas vers la citoyenneté universelle, nous ne pouvons que répondre "oui".

ALAIN LECOMTE
Agde (34).

PAIX

Qui peut prétendre que l'Europe de Maastricht représenterait un danger pour la nation française alors :
• que l'un des articles du titre premier du traité prévoit explicitement que "l'union respecte l'identité nationale de ses Etats membres" ;
• que le principe de "subsidiarité" s'applique, à savoir que tout ce qui n'est pas de compétence communautaire est de compétence nationale ;
• que le "compromis de Luxembourg", élaboré en 1966, permet à un Etat de refuser l'application d'une décision majoritaire lorsqu'il estime que ses intérêts vitaux sont menacés ;
• que plusieurs domaines restent soumis à la règle de l'unanimité ?
En tout état de cause, nous n'en sommes plus au stade de la négociation du traité, nous en sommes à celui de sa ratification. Si les raisons de voter "oui" sont plus importantes que celles de voter "non", alors, on ne doit pas hésiter, ni s'abstenir. Il ne faut pas essayer d'être perfectionniste : il faut songer aux exigences de nos enfants, à celles des générations futures, se placer à l'échelle de l'histoire !
Mesurons les enjeux en présence et donnons-nous les moyens de notre action.
On ne peut pas vouloir la paix en Europe, après des années de guerres fratricides, vouloir peser dans la guerre dans l'ex-Yougoslavie, vouloir se passer du parapluie nucléaire américain et refuser de jeter les bases d'une action commune dans tous les domaines, y compris ceux de la défense et de la politique étrangère : quel plus grand dessein que de voir se créer la plus grande puissance pacifique du monde à l'heure où l'on a vu se disloquer un empire à l'Est de notre continent ? L'effondrement du système communiste ne rend-il pas indispensable l'émergence d'un pôle de stabilité ?
Vivre repliés sur nous-mêmes serait nous condamner à l'impuissance, ce serait ne pas adapter nos entreprises à la concurrence étrangère, ce serait nous priver de la technologie de nos voisins, ce serait rendre précaire l'emploi, ce serait exposer le franc à des attaques répétées, ce serait perdre, à terme, notre indépendance économique et notre influence politique, ce serait perdre les défis américains et japonais.
Quand on n'est pas assez fort seul, il n'y a pas d'autre solution pour exister que de s'unir. La construction européenne ne résoudra pas tout (travaillons ensemble à l'amélioration de la charte sociale) mais elle constitue l'aiguillon de notre modernisation économique et le levier de notre action politique ou syndicale. Construisons l'Europe pour maintenir notre indépendance économique et militaire ainsi que notre influence politique !

ANDRE SILLAM
Noisiel (77).

EXEMPLE

Les responsables politiques, ceux de l'opposition en particulier, comprendront-ils que la situation internationale commande la prudence de langage alors qu'ils préfèrent les manifestations d'indignation, ou même les colères, parce qu'elles frappent davantage l'opinion à la veille d'un référendum dont chacun sait que le "oui" est la seule réponse valable pour tous ceux qui veulent faire barrage à la guerre et à ses horreurs et qui savent que la construction de la paix dans le monde ou son rétablissement est un combat difficile ?
L'esprit de Maastricht doit partout être présent pour défendre nos valeurs, pour faire comprendre aux hommes que le nationalisme peut avoir des aspects tragiques conduisant à des délires ethniques, à la résurgence d'un esprit national destructeur de toute conscience collective.
La dimension nationale n'est pas à rejeter, mais elle doit être dépassée dans des circonstances comme celles que nous vivons actuellement si nous voulons échapper aux tentations de l'individualisme et du repli sur soi. La France, pays des droits de l'homme, donne l'exemple, n'en déplaise à ceux qui n'ont pas encore compris que la naissance de l'Europe de Maastricht renforcera sa position, tandis que ses adversaires s'emploient à répandre la peur et souhaitent l'enlisement de nos forces dans l'ex-Yougoslavie préparée à la guérilla et pratiquant le nettoyage ethnique.
Si nous voulons éviter les catastrophes, il est important d'agir, mais pas n'importe comment si nous ne voulons pas ajouter de nouvelles victimes dans une opération d'ingérence militaire dont les états-majors, et c'est à leur honneur, ont montré tous les risques.

GEORGES COMTE
Bourg-en-Bresse (01).

COOPERATION

Les dramatiques événements de l'ex-Yougoslavie (massacres et internements de civils, destructions de villes entières), et ceux d'Italie (assassinat du juge Borsellino, directement lié à la corruption de la société italienne) me conduisent à la réflexion suivante.
Il est urgent que se concrétise une coopération entre les pays européens. A l'évidence, il apparaît aujourd'hui, l'actualité le prouve, qu'un Etat ne peut toujours, seul, soigner les maux dont souffre sa société.
Cette coopération ne sera effective que si elle prend la forme d'une autorité européenne mandatée pour mettre en place des actions, des lois s'appliquant sans faille à l'ensemble des pays européens.
C'est donc un redoutable mais aussi formidable défi qui se présente à nous : sachons le relever afin que plus jamais nous n'ayons sous les yeux les terribles réalités qui ébranlent l'Europe depuis trop longtemps.
L'immense espoir pour notre continent passe avant tout par la ratification des accords de Maastricht, véritable amorce d'une coopération efficiente, seule susceptible d'arrêter les conflits européens présents.
Dire "oui" à Maastricht, c'est dire "oui" à la paix.

YANNICK TRIGANCE
Epinay-sur-Seine (93).

OUI !

Prendre notre destin en main, dire oui à l'Europe.
• Oui, poursuivre la route tracée par les pères de l'Europe, Robert Schumann, Jean Monet, des présidents de la République qui se sont succédé.
• Non aux politiques qui veulent faire d'un référendum un débat, une confrontation franco-française. Alors que ce sera un temps fort où il est important de prendre de la hauteur et d'aller à l'essentiel et ne pas donner prise à la polémique des politiciens pleins d'arrière-pensées.
• Ce "oui" n'a rien à voir avec l'action gouvernementale ni celle du président de la République. Un référendum n'a rien à voir avec des élections nationales. C'est de l'Europe qu'il est question. Les échéances viendront en leur temps après le référendum. C'est là seulement que chacune, chacun, pourra s'exprimer en toute liberté sur un bilan.
• Dire oui à l'Europe, c'est d'abord voter pour la paix., cette paix qu'il faut consolider avec nos voisins.
Quarante ans de paix grâce au traité de Rome. Plus jamais de guerre. Oui. Oui avec les douze pays et tout ceux qui vont nous rejoindre.

RAYMOND GUIENNE
Sondernach (68).

Vendredi
10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Numéris : 44.18.70.05
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Thierry Mandon
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip,Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedeï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
D.R. (p. 3) ; E. Tschaen / Sipa-Press (p. 5) ; J. Jones / Sygma (pp. 11 et 12) ; C. Caratini / Sygma (pp. 14 et 15) ; F. Poincet / Sygma (p. 15) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 190.000 ex.

CETTE SEMAINE

4 *Mobilisation accélérée pour le "oui"*

5 • *André Billardon : "L'Europe, c'est l'organisation de la solidarité"*

• *Laurent Fabius : "expliquer"*

7 *Sans Maastricht, l'Europe se déferait*

8 *Oui à la fraternité européenne*



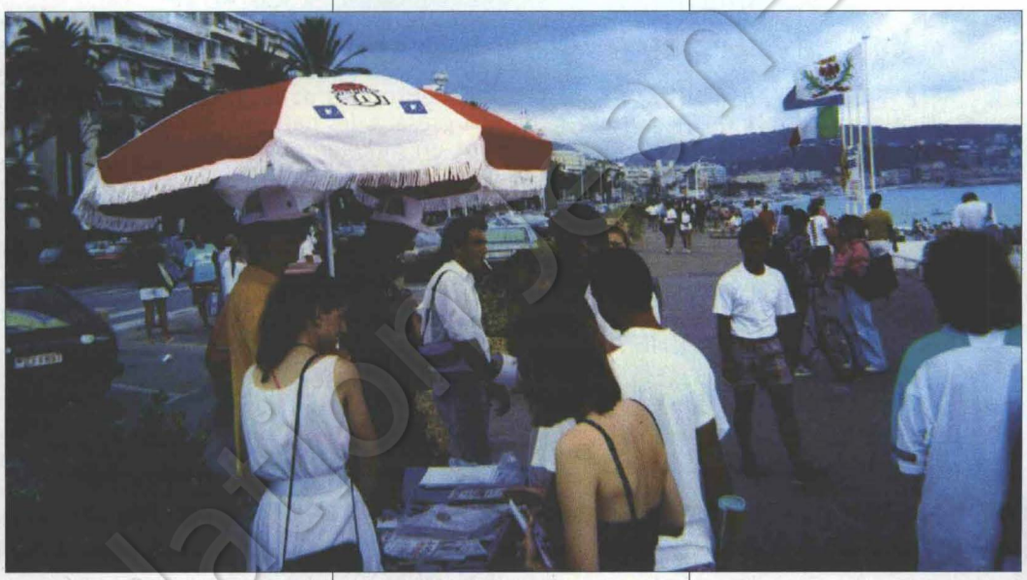
11 *Europe : construction ou désintégration*

12 *Gérard Fuchs : "Ah, si l'Europe était plus forte !"*

14 *L'environnement c'est aussi l'Europe*

15 *Des livres pour le "oui"*

◀ *Cet été, du sommet du mont Blanc à la côte d'Azur, les jeunes militants du Parti ont fait campagne pour le "oui".*



DES OUTILS POUR CONVAINCRE

Le Parti a élaboré un matériel argumentaire important et diversifié. De quoi soutenir l'action des militants dans leur campagne pour le oui.

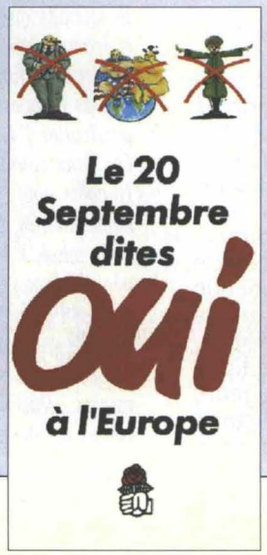
Les fédérations ont déjà reçu :

• **TROIS MODELES D'AFFICHE** sur les thèmes :
- vive l'Europe pour que vive la paix
- faire l'Europe c'est faire le poids
- notre Europe, c'est l'Europe sociale

• **TROIS MODELES D'AUTOCOLLANT** reprenant les affiches

• **DES DEPLIANTS** "Le 20 septembre, dites oui à l'Europe"

• **DES ARGUMENTAIRES** "22 questions que vous vous posez sur l'Europe"



• **UN PRET-A-MONTER DE CAMPAGNE** contenant des modèles d'affiche et de tract adaptables localement ainsi que des lettres types. Ce matériel sera complété dans les prochains jours par une afiche "Pour la France, le 20 septembre, je dis oui à l'Europe" ainsi que du matériel aux couleurs de l'Europe conçu par la Commission des Communautés européennes (pin's, porte-clefs, autocollants, drapeaux, brochures, etc.).



En outre, des cartes postales éditées par le groupe socialiste au Parlement européen sont à la disposition des fédérations ainsi que le minitel "36.15 vote oui" à partir du 28 août.

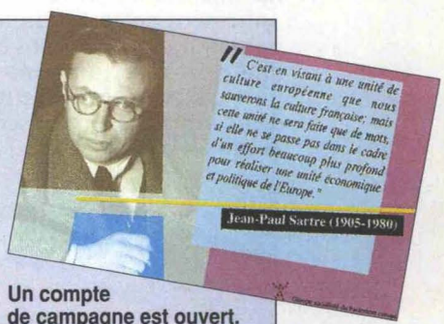


Articles disponibles à la boutique :

• des pin's (10 F) et des tee-shirts "Oui à l'Europe" (30 F)

• des tee-shirts reprenant les trois modèles d'affiche (30 F)

Toute commande supplémentaire de matériel ou de gadgets doit être adressée au secteur Communication.



Un compte de campagne est ouvert.
Tous les dons doivent être adressés : "Parti socialiste - Oui au référendum", 10 rue de Solferino, 75007 Paris.



Fonds Jean Jaurès

oui à l'Europe

REFERENDUM

mobilisation accélérée pour le "oui"

L'été a été plutôt favorable aux partisans du non au référendum sur Maastricht. Mais, avec la rentrée, le vent devrait tourner en direction des adeptes du traité d'union européenne. Il reste trois semaines pour convaincre l'électorat hésitant des bienfaits de l'Europe.

Intox ou info ? Le non à Maastricht est pronostiqué gagnant par le sondage BVA du 25 août. Faut-il s'en étonner ? Depuis quelques semaines, on sentait poindre cette évolution. Mais rien ne prouve qu'elle est définitive. D'autres études infirment cette tendance. D'ici au 20 septembre, nous serons abreuvés d'estimations quotidiennes : l'affaire est juteuse pour les instituts de sondage. Leur intérêt est de susciter un suspens jusqu'au bout.

Reste qu'il n'est pas douteux que le cartel des non a marqué des points en profitant du creux de l'été. Jack Lang a raison lorsqu'il explique : "Il est normal que les partisans du non aient progressé ici ou là. Pendant des semaines et des semaines, ils ont occupé les médias et la scène publique. Ils n'ont pas cessé de susciter des inquiétudes et des peurs en multipliant les contre-vérités, les mensonges et les approximations. A présent, les partisans du oui se mettent en mouvement et ils ont de très bons arguments."

La deuxième phase de la campagne, qui s'est ouverte cette semaine avec la rentrée de la classe politique, devrait nettement rééquilibrer le débat au profit des pro-européens. Le PS n'a pas ménagé ses efforts au mois d'août (voir l'interview d'André Billardon). Cette semaine, il va passer la vitesse supérieure à l'occasion de l'université d'été d'Avignon. Au centre de la campagne : la paix, l'Europe sociale, le poids économique de l'union européenne, l'avancée démocratique et l'environnement. Plus de 1.500 rencontres seront organisées dans tout le pays pour populariser ces thèmes, et Laurent Fabius visitera plus de 25 départements. Cette campagne se terminera en apothéose avec un grand meeting à Créteil, le 16 septembre. Expliquer et convaincre, telle est la double mission à laquelle vont se consacrer les socialistes pendant près d'un mois. Les sondages montrent qu'elle est plus que jamais capitale face à des Français en proie au doute.

500 STARS POUR LE "OUI"

Le gouvernement s'est lancé lui aussi dans la bataille. Jack Lang et Elisabeth Guigou ont été promus coanimateurs de sa campagne. Une cellule a été montée à Matignon pour susciter des appels de personnalités et harmoniser les interventions des partisans du traité. Déjà, une première liste de trois cents intellectuels, chefs d'entreprise, personnalités du monde des arts et du spectacle partisans du oui a été rendue publique par leur porte-parole, Hélène Carrère d'Encausse. On y trouve, entre autres, Alain Delon, Raymond Devos, Philippe Noiret, Line Renaud, Jacques Higelin, Muriel Robin, Sophie Marceau, Victoria Abril, Eddy Mitchell, Daniel Hechter, Gilberte Beaux, Michel-Edouard Leclerc,

DANIEL BOULANGER, écrivain

"L'Europe, j'en ai envie depuis toujours, et j'y crois fermement. C'est le seul moyen pour nous de calmer certaines craintes. L'Allemagne, par exemple, inquiète. En nous unissant, nous faisons taire nos peurs. L'Europe, c'est aller de l'avant, et je ne mêle aucune histoire politicienne à cette construction. Aujourd'hui, on ne peut pas en rester là."

MAREK HALTER, écrivain

"Nous avons un choix simple entre des grands ensembles rêvés par Proust, Romain Rolland, Stefan Zweig, Thomas Mann..., ou bien ce serait Sarajevo. Les pays qui seront à l'écart des grands ensembles se transformeront en champs de bataille entres différents clans. Je voudrais voir des grands ensembles dans lesquels chaque nation, chaque groupe culturel puisse s'exprimer librement. L'Europe, ce n'est pas seulement une avancée pour la paix, c'est une Europe contre le guerre des clans, contre cette pulsion de la violence qui se manisfeste partout. Mais c'est aussi lutter contre le chômage. Face à l'ensemble que les Américains, Canadiens, Mexicains viennent de créer, face aux Japonais, face aux Russes qui seront debout demain, 55 millions de consommateurs, ce n'est rien. Il faut des grands ensembles pour produire, pour vendre, pour avoir des marchés."

DIDIER PINEAU-VALENCIENNE, président de Schneider

"Mon pays a toujours été frileux en matière d'avancée. On a toujours envie de refaire le passé et moi, c'est l'avenir qui m'intéresse. Je voudrais que mon pays soit un grand pays. Je souhaite que, dans cette occasion historique, la France participe à cet immense défi pour les générations futures, qui est de construire une grande Europe forte face à nos concurrents, en particulier l'Amérique du Nord et le Japon. Ces deux continents ont une monnaie unique. Le dollar pour l'un, le yen pour l'autre. Et nous, nous sommes encore dispersés, empêtrés dans notre passé. Et voilà que l'occasion nous est donnée d'utiliser l'écu comme monnaie de réserve, qui est l'arme de la guerre économique dans laquelle nous sommes. L'Europe, c'est aussi une perspective de paix, d'échanges culturels, de formation... Quel défi extraordinaire si nous savons utiliser nos moyens pour défendre cette cause !"

HÉLÈNE CARRERE D'ENCAUSSE, de l'Académie française, présidente du comité national pour le "oui"

"Je suis là parce que je crois que l'Europe doit dépasser les difficultés internes, les querelles politiques. Elle n'appartient à aucun parti. Le traité de Maastricht est une étape dans la construction européenne. Mais on ne doit pas seulement la laisser aux mains des technocrates. C'est à la société civile qu'appartient le projet européen. A elle de définir l'avenir avec l'Europe. L'Europe n'est pas seulement une entreprise politique. En nous engageant pour le oui, nous sommes les représentants de nos convictions et nous essayons de rendre l'Europe à la société civile."



▲ *La caravane PS pour le "oui".*

Gilbert Trigano, Antoine Riboud, André Bergeron, Jean Bernard, Pierre-Gilles de Gennes, Jacques Ruffié et les sportifs Florence Arthaud, Jean Alesi, Jean-Philippe Gatien. Ce comité national pour le "oui" devrait être complété par deux cents nouveaux noms la semaine prochaine. On attend aussi une adresse des Européens aux Français lancée par Elie Wiesel et Umberto Eco.

Dimanche, Pierre Bérégovoy devrait faire œuvre de pédagogie en expliquant les enjeux du référendum du 20 septembre dans le cadre de "L'Heure de vérité". Le 3 septembre, François Mitterrand interviendra à la télévision. Comment pouvait-on imaginer que le signataire du traité de Maastricht resterait "inerte" ? Enfin, le 17 septembre, un grand concert européen au Zénith mettra un terme à une campagne qui se veut également festive.

A droite aussi, la mobilisation devrait se renforcer. Valery Giscard d'Estaing et, enfin, Jacques Chirac, vont se mettre en campagne dans les prochains jours à grand renfort d'interviews dans la presse et de tournées en province. Entre les deux présidentiables de l'opposition, c'est à celui qui voudra se montrer le plus européen. Une tâche difficile pour Chirac, toujours aussi coincé par les divisions de son parti et l'aura que gagne Philippe Séguin depuis quelques mois. Les différents partisans du oui sont en train de "mettre le turbo". Il leur reste trois semaines pour montrer à la frange hésitante de l'électorat ce que peut lui apporter concrètement une nouvelle étape de la construction européenne.

Jean-Pierre Bedeï

André Billardon : "L'Europe, c'est l'organisation de la solidarité."

André Billardon, directeur de campagne du PS pour le référendum, fait le point sur l'action des socialistes en faveur du "oui". Il ne partage pas le pessimisme ambiant et plaide pour l'offensive.

La progression que semble avoir enregistré le "non" à Maastricht ces dernières semaines vous inquiète-t-elle ?

André Billardon. Au mois de juillet, les partisans du "non" se sont lancés dans la campagne en utilisant des arguments mensongers. Maastricht, c'était la guerre (Le Pen), le travail pour les enfants (le PC), alors que le traité comprend une clause de non-recul. C'était aussi une perte de souveraineté (Pasqua-Séguin), alors que la France a montré qu'elle était capable d'agir, comme dans l'affaire des déchets. Ces arguments sont devenus carrément caricaturaux avec les déclarations de Marie-France Garaud et de Le Pen le week-end dernier. Ils semblent s'épuiser et montrent ainsi leurs limites.

Expliquer

oui à l'Europe

Tout au long de l'été, les propagandistes du non ont voulu tirer argument de chaque événement pour peindre la future union européenne en noir. L'ancienne Yougoslavie s'enfonce dans la guerre ? C'est la faute de l'esprit de Maastricht ! L'Europe et le monde ne sont pas encore venus à bout des exactions de Milosévic ? Voilà bien l'impuissance de Maastricht ! Des entreprises peu scrupuleuses organisent un trafic de déchets nocifs ? L'union européenne, on vous dit ! Davantage d'information, davantage de réflexion, davantage de discussion montrent pourtant l'inanité de ces attaques. Mais l'opinion, visiblement, hésite. Nous devons donc amplifier nos explications en ce sens. Et ne jamais oublier l'essentiel : un oui à Maastricht fera avancer l'Europe, un non la fera reculer.

Car ce qui est paralysant dans la crise yougoslave, ce n'est évidemment pas la capacité future à conduire une action commune, mais le chacun-pour-soi d'aujourd'hui. Ce qui est en cause dans l'affaire des déchets, c'est le manque d'Europe, non l'excès d'Europe. Le traité d'union n'est pas parfait, mais il rendra enfin possible une politique commune de l'environnement, dont l'accord franco-allemand augure bien.

Et si une harmonisation est nécessaire en matière d'environnement, c'est que la situation actuelle -celle d'avant l'adoption du traité- est bancale.

Bref, pour reprocher à l'Europe de demain les insuffisances de l'Europe d'aujourd'hui, auxquelles elle vise précisément à remédier, il faut beaucoup de mauvaise foi. A nous tous de déployer notre énergie pour expliquer et avancer.

Laurent Fabius

CATHERINE LARA, *artiste de variétés*

"Je crois de toutes mes forces à l'Europe et j'espère que, demain, les nouvelles générations de chanteurs feront des disques qui seront entendus en Espagne, en Allemagne, en Italie... L'Europe est une démarche positive, mais elle reste à faire et j'aime bien être là, au départ de cette grande idée que je souhaite vraiment voir se réaliser. A travers la chanson, la musique, j'espère pouvoir communiquer à ceux qui m'aiment ma conviction pour l'Europe. Les chanteurs ont un petit pouvoir sur leur public, je suis fière de l'utiliser pour une grande cause."

André Billardon. ▶



Aujourd'hui, il y a plutôt lieu d'être optimiste. La droite pour le "oui" apparaît plus décidée. Alors qu'elle s'était limitée à faire entendre une toute petite musique, elle change de stratégie pour s'exprimer plus nettement. C'est le dégel de la fin août. En outre, depuis trois semaines, le PS est entré activement en campagne. Trois caravanes animées par des jeunes socialistes sont allées à la rencontre de la population sur ses lieux de vacances et dans les cités. Cette initiative a été un succès. Loin d'être un gadget, elle a permis d'expliquer aux gens le contenu du traité. Elle a été complétée par un affichage commercial. Aujourd'hui, les fédérations sont nanties du matériel d'information et de propagande pour aborder la deuxième phase de la campagne.

En quoi va-t-elle consister ?

Elle sera marquée par de grands événements et une animation permanente. Elle commencera par les universités du PS qui feront une large part à l'Europe. Puis, le 2 septembre, Laurent Fabius, Michel Rocard et Felipe Gonzalez participeront à une réunion publique à Strasbourg. Le 12, des syndicalistes et des responsables politiques européens de gauche seront rassemblés à Béthune. Le 16, un grand meeting réunira Pierre Bérégovoy, Laurent Fabius et Michel Rocard à Créteil. Nous prévoyons également de couvrir tout le territoire avec l'engagement de nos fédérations. Pas une seule d'entre elles ne s'est mise aux abonnés absents durant le mois d'août. Elles mèneront campagne sur le terrain avec les élus locaux. Déjà, de nombreux maires socialistes ont pris des initiatives dans leur ville.

DOMINIQUE DESANTI, *écrivain*

"L'opinion publique doit se saisir de l'Europe. Chacun a une idée sur un parti, sur un traité... ce n'est pas suffisant, il faut dépasser cette étroitesse. Il faut dire que ce premier "oui à l'Europe" est un départ à quelque chose qui concernera tout le monde, de plus en plus, chaque jour, dans la vie quotidienne. En réalité, nous n'avons pas le choix. Si l'Europe se fait sans notre soutien, nous resterons un pays très mesuré dans son influence alors que l'Allemagne est un pays en pleine expansion. Dans quelques années, les pays de l'Est se seront relevés et l'Allemagne a toujours regardé vers eux. Nous devons nous intégrer dans un complexe qui comprenne notre continent, sinon, nous resterons isolés, réduits à rien du tout."



N'avez-vous pas l'impression que tous les arguments sur le traité de Maastricht ont déjà été échangés ?

La campagne s'articule autour de deux constats évidents. D'abord, les Français entrent dans la logique de l'enjeu de Maastricht et de sa ratification. En conséquence, l'abstention devrait être relativement faible. Ensuite, ils ont une lecture de l'enjeu à la lumière de l'actualité (la Yougoslavie et l'affaire des déchets). Nous devons intégrer ces deux éléments dans la campagne et éviter toute confusion. La diversité doit s'exprimer. Il faut que la droite du "oui" parle à la droite et que le PS parle à la gauche. Il est faux de dire qu'on est pour l'Europe alors qu'on plaide pour le "non". Franchement, si on réunit les anti-Maastricht autour d'une table, quelles contre-propositions ou quelle solution de rechange sont-ils capables de formuler ? Quand on est de gauche, on ne peut être que pour le "oui". Il n'y a pas de "non" de gauche. La mondialisation de l'économie selon le modèle libéral est porteuse de difficultés pour les plus faibles. La réponse des socialistes à cette situation ne peut être que l'organisation de la solidarité. Mais c'est très difficile à l'échelon mondial. D'où l'importance des structures régionales, en l'occurrence l'Europe. Quand on est de gauche, souscrire à la construction européenne est une forme d'internationalisme moderne.

Propos recueillis par J.-P. B.

◀ *Le comité national pour le "oui" a donné sa première conférence de presse le 25 août. De gauche à droite : Jacques Ruffié, professeur au Collège de France, Jean Dausset, prix Nobel de médecine, Hélène Carrère d'Encausse, de l'Académie française et présidente du comité, Edmond Maire, ancien secrétaire général de la CFDT, Antoine Riboud, PDG de BSN. A cette occasion, de nombreuses personnalités se sont exprimées. Vous trouverez de la page 4 à la page 7, quelques-uns de leurs propos recueillis par Chrystie Lipani.*

JEAN DAUSSET,
biologiste, prix Nobel

"L'Europe est une chance pour la France, ne la laissons pas passer, sinon, nous risquons de voir l'Allemagne dépasser notre pays. Nous devons nous unir pour faire un bloc européen, pour devenir encore plus forts, encore plus performants dans tous les domaines. Ensemble, nous serons plus à l'aise pour avancer."

sans Maastricht, l'Europe se déferait

Pour l'Europe, c'est oui à Maastricht. Non, il n'y a pas d'autre Europe possible, il faut le dire, le redire, le répéter ! Sans Maastricht, l'Europe se déferait. Au moment où la campagne pour le oui s'accélère alors que le non remonte, il s'agit de ne pas laisser dire et croire des contre-vérités.

Contre les partisans du non qui ont tenté de faire accréditer l'idée que l'on peut être européen sans être pour le traité, il faut expliquer encore davantage et convaincre. Ils assurent que le traité de Maastricht pourrait être renégocié, aménagé, réécrit. Rien n'est plus faux, car ce texte est le résultat de deux années de négociation entre douze Etats qui ont chacun accepté des concessions pour vivre ensemble. Comment revenir sur une telle somme d'efforts sans faire tout écrouler ?
Il suffit de le lire, comme pourront le faire tous les électeurs qui recevront le texte intégral avant le 20 septembre, pour comprendre qu'un tel accord ne peut être remplacé au pied levé par de vaines démagogies. Que nous proposent à la place du traité d'union européenne les tenants du non ? Rien d'autre que cet "autre chose" qui ressemble fort à de l'incantation ou des bonnes paroles.
Ainsi, du débat sur le poids de la "technocratie" : ils assurent qu'il s'accroîtrait. Or, Maastricht est la chance d'une Europe enfin plus politique, dotée d'institutions plus démocratiques, donc légitimes. En effet, le Parlement européen et la Cour européenne des comptes se trouvent dotés de pouvoirs renforcés par la procédure de codécision, la nomination d'un médiateur, la création de commissions temporaires, le renforcement du contrôle du budget. En outre, la désignation des membres de la Commission sera désormais soumise à l'approbation du Parlement. Quant au rôle d'impulsion et d'orientation politique générale dévolu au Conseil européen, il se trouve confirmé dans le texte.
Examinons ces "pertes de souveraineté" qui affaibliraient les intérêts de la France. Le traité prévoit en effet que les compétences de la Communauté s'élargissent à de nouveaux secteurs comme l'industrie, les grands réseaux européens de transport, la protection des consommateurs, l'éducation, la santé, la culture. Ces secteurs sont, bien entendu, très importants pour le développement de notre pays, mais dans lequel nous développons-nous indépendamment de nos voisins européens de la CE ?
Les transports, alors que notre réseau autoroutier -on a pu le constater récemment- joue le rôle de carrefour européen, que le tunnel sous la Manche va ouvrir des voies nouvelles et que le TGV ne peut fonctionner que s'il franchit les frontières de l'Hexagone ? L'Education nationale peut-elle méconnaître l'ouverture du monde et la France doit-elle mettre fin aux échanges d'étudiants, à l'accueil de professeurs étrangers, à l'enseignement intensif des langues vivantes, aux stages PETRA de formation professionnelle dans un autre pays de la CE, aux possibilités de bourses et d'échanges dont ont bénéficié 26.000 jeunes en 1992 ?

L'EUROPE AU QUOTIDIEN

Quant à l'Europe des consommateurs, ne sera-t-elle pas plus forte à 340.000 millions qu'éparpillée en douze pays, pour imposer une meilleure information sur les produits, une meilleure sécurité, une meilleure garantie des droits comme des prix plus serrés, par l'unification de la TVA, la disparition des barrières douanières et la concurrence accrue ?
En ce qui concerne la santé, le traité de Maastricht ne concerne pas notre protection sociale qui continuera de relever de notre seule législation nationale, mais il confirme la libre circulation des professionnels de santé qui existe déjà, il renforce, outre les actions de prévention, la coordination des programmes engagés dans les pays contre le sida, le cancer et la drogue. Il est aussi nécessaire de noter, afin d'éviter les malentendus et les fausses angoisses, que le texte de Maastricht garantit les Etats contre toute ingérence communautaire dans les secteurs qui demeurent de leur compétence exclusive en vertu du principe de proximité (ou de subsidiarité). Ainsi, par exemple, des retraites. Chaque Etat gardera son ou ses régimes, ses conditions d'âge et de durée de cotisation. Les Français ont du mal à imaginer quels bienfaits ils pourraient individuellement tirer de l'application du traité de Maastricht, alors qu'il suffit de regarder autour de soi pour comprendre combien l'ouverture européenne peut aider à améliorer certaines situations qui se posent à l'échelon d'un seul pays. Ainsi du chômage, qui dépend étroitement de l'activité économique, de la croissance, donc de la compétitivité économique à l'échelle mondiale. A la suite du non danois, près de la moitié des patrons de ce pays (45%) ont abandonné leurs plans d'investissement pour les douze mois à venir...
Mais s'il nous faut parler du premier bienfait de l'Europe, ne faudrait-il pas d'abord évoquer la paix ? Les tensions dans les Balkans ont toujours dans l'histoire entraîné la guerre entre la France et l'Allemagne. Rien de semblable aujourd'hui, grâce à l'Europe.
Garantis contre cette terreur, protégés par ce qu'ont su construire nos aînés, nous aurions tendance à oublier que ce qui ne se consolide pas s'effrite rapidement. "Les tribus ou l'Europe", titre d'un colloque de février dernier, pourrait résumer à lui seul l'enjeu du référendum. Le discours de François Mitterrand y fut l'un de ses plus inspirés : "Je considère que la chute des empires est un merveilleux accès au progrès des civilisations. Mais si, à partir de là, on cesse d'imaginer, de créer et d'institutionnaliser, on connaîtra vite un autre désagrément : les libertés se perdront d'elles-mêmes dans des conflits multiples, tandis que la sécurité disparue suscitera la nostalgie de la force."

Lyne Cohen-Solal



15 fiches disponibles au SID, 19 rue de Constantine, 75340 Paris cedex 07

EDMOND MAIRE,
ancien secrétaire général de la CFDT

Le traité de Maastricht ouvre des espaces et des possibilités dans des domaines capitaux comme la protection sociale, l'environnement, l'emploi... même si, aujourd'hui, l'Europe est encore ressentie comme lointaine. L'harmonisation des politiques économiques et la monnaie unique sont des moyens essentiels pour combattre le chômage. Les différents partenaires sociaux ont commencé à s'approprier cette force européenne. Nous sommes dans une société ouverte. Refuser L'Europe, c'est affronter l'avenir à reculons."

oui à l'Europe

Pour incarner la grasse certitude de la puissance économique américano-nippone, un superman plus obèse qu'Elvis dernière période et un sumotori croisé de geisha. Un pantin borgne vert-de-gris rappelle par sa gesticulation hystérique le lourd passif des guerres européennes. Quant à l'épouvantail techno-patronal, il est le classique ventripotent fumeur de havane. Outre les arguments illustrés par les affiches de l'été, la campagne du Parti se poursuit par les vingt-deux raisons de dire oui à l'Europe qui se construit.

à la fraternité européenne







Traité de Maastricht, mode d'emploi

Imposant, ce gros volume de la collection 10/18, plus de six cents pages pour comprendre le dossier Maastricht. Imposant mais utile, car cet ouvrage restitue toute l'histoire et les mécanismes de la construction européenne depuis le 18 avril 1951, date de la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (la CECA), en passant par la signature du traité de Rome, le 25 mars 1957, instaurant la Communauté économique européenne (CEE), l'adoption de l'acte unique européen en 1985 par les chefs d'Etat ou de gouvernement, pour arriver le 7 février 1992 à la signature officielle, à Maastricht, du traité sur l'union européenne. Mais, d'une étape à l'autre, le chemin ne fut pas sans obstacles. Ce livre réunit les textes officiels des différents traités, des protocoles, présente les institutions de la Communauté... Le tout assorti de commentaires et d'explications pour que chaque avancée, chaque pas en avant, puisse être bien assimilé par le lecteur. En fin de livre, on trouve aussi le lexique des mots clefs de Maastricht, pour que ce traité ne soit plus un texte hermétique. On a les codes et le mode d'emploi. A travers cet ouvrage, chacun acquiert les connaissances et les bases essentielles pour bien apprécier et comprendre, dans son ensemble, les enjeux de la construction européenne.

C. L.

"Documents", dirigé par Jean-Claude Zylberstein 10/18, 628 pages, 60 F.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

22 QUESTIONS QUE VOUS VOUS POSEZ SUR L'EUROPE



Comment et pourquoi on peut dire...

- L'UNION EUROPEENNE, C'EST UN PLUS POUR LA PAIX
- L'UNION EUROPEENNE, C'EST LE CONTRAIRE D'UNE "EUROPE ALLEMANDE"
- FAIRE L'EUROPE, C'EST SERVIR L'EMPLOI
- L'EUROPE, C'EST LE CONTREPOIDS AUX ETATS-UNIS ET AU JAPON
- LA MONNAIE UNIQUE EST UN PLUS POUR LES EUROPEENS
- FAIRE L'EUROPE A L'OUEST SERT L'EUROPE DE L'EST
- L'UNION EUROPEENNE, C'EST UNE SOUVERAINETE PLUS EFFICACE
- LE TRAITE D'UNION EUROPEENNE N'EST NI LIBERAL NI SOCIALISTE
- LE DROIT DE VOTE LOCAL DES RESSORTISSANTS DE LA CE RENFORCE L'EUROPE SANS AFFAIBLIR LA FRANCE
- L'UNION EUROPEENNE FAIT PROGRESSER L'EUROPE SOCIALE
- AVEC L'EUROPE, NOTRE PROTECTION SOCIALE NE PEUT RECULER
- NOS PRODUCTIONS TRADITIONNELLES N'ONT PAS À CRAINDRE L'EUROPE
- L'EUROPE NE METTRA PAS EN CAUSE NOS COUTUMES TRADITIONNELLES
- NOTRE ENVIRONNEMENT SERA MIEUX DEFENDU
- LA LAICITE SERA PRESERVEE ET ENRICHIE
- L'UNION EUROPEENNE SERVIRA NOTRE AGRICULTURE
- L'EUROPE BENEFICIERA AUSSI A L'OUTRE-MER
- MOINS DE FRONTIERES, MAIS PAS MOINS DE SECURITE
- L'EUROPE NE COUTE PAS PLUS QU'ELLE NE RAPPORTE
- L'EUROPE SERA DESORMAIS PLUS DEMOCRATIQUE
- L'EUROPE EST COMPATIBLE AVEC NOS SERVICES PUBLICS
- QUEL SERA LE CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DE L'UNION EUROPEENNE.

Notre oui, c'est d'abord un pari pour la paix. Premier objectif des fondateurs de l'Europe, cet impératif absolu est toujours d'actualité. L'éclatement du bloc soviétique a relancé les conflits de frontière et réactivé le feu des nationalismes. L'Europe ne peut ignorer le danger d'un embrasement à l'Est. Or, travailler pour la paix, la paix dans la Communauté mais aussi la paix sur le continent européen, implique une politique étrangère commune.

A ceux qui craignent une "Europe allemande", il est aisé de démontrer que les vieux démons seront d'autant mieux jugulés que l'Allemagne se sentira plus fortement engagée dans la CE.

Dire oui, c'est aussi œuvrer au développement du tiers monde par une coopération concertée de la Communauté.

Faire l'Europe c'est faire le poids et, pour cela, avoir une monnaie unique et forte. La Communauté pèse déjà autant que les USA dans le produit intérieur brut mondial. En renforçant son unité, l'Europe peut offrir, par le marché unique, un formidable espace de développement aux entreprises. Une telle gageure implique une politique industrielle coordonnée. Dès lors, l'Europe entre dans la cour des grands et devient un partenaire obligé.

La CE, c'est d'abord une communauté humaine, d'où l'importance de veiller au développement d'une authentique Europe sociale. La France, en ce domaine, s'honore d'être en quelque sorte l'aiguillon. Les conditions de travail, l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des exclus du marché du travail, la protection sociale, devront être décidées à la majorité. A ceux qui redoutent de voir des acquis sociaux mis en question, le texte de Maastricht précise nettement, qu'en aucun cas, une décision communautaire ne pourra entraîner de régression sociale pour les pays les plus avancés. Les pays les plus en pointe tireront les autres, chacun gardant son propre régime de protection sociale.

Par l'harmonisation des lois sociales, des avancées significatives pourront voir le jour. Ainsi, une réduction concertée de la durée du travail pourra être effective sans préjudice pour qui que ce soit.

En réalité, ce premier traité européen politique, et non uniquement économique, comme on l'entend trop souvent dire par ceux qui ne l'on pas lu, est le cadre, l'outil, qui permettra aux Douze de mieux préparer l'avenir, de préserver ou de reconquérir l'indépendance technologique, de développer une politique de coopération active avec les pays du Sud. Il ouvre la voie à de nouvelles politiques communes ambitieuses, ne réduisant pas la CE au seul rôle de grand marché.

Le traité donne la possibilité d'agir, en France et en Europe, pour réduire des inégalités, promouvoir la solidarité et les droits des travailleurs.

Aux hommes et aux femmes d'Europe qui partagent les idéaux de gauche d'agir au plan associatif, syndical et politique pour que cet instrument devienne un levier pour le progrès. Par tradition, les forces de gauche ne s'opposent pas au développement économique, mais luttent plutôt pour le conjuguer avec des avancées sociales.

Il est vrai que, pour l'heure, la Communauté est insuffisamment démocratique. L'union européenne prévue est exigeante de ce point de vue, et c'est heureux. En effet, le domaine d'intervention propre de la Communauté sera limité. Son droit d'initiative sera partagé avec les Etats membres dans les domaines de la politique étrangère et de la sécurité commune, des affaires intérieures et de la justice. Le Parlement européen, seul organe communautaire élu au suffrage universel direct, aura le dernier mot dans l'élaboration des lois concernant, notamment, l'environnement, la recherche, la culture, le marché intérieur. Le Parlement français sera plus étroitement associé aux décisions communautaires, comme cela est désormais inscrit dans la Constitution. Enfin, le contrôle démocratique sera renforcé, un médiateur pouvant être saisi par tout citoyen européen contestant une décision communautaire.

1,37 % POUR L'EUROPE

Pour ceux qui prétendent que l'Europe coûte cher, il est bon, là encore, d'y regarder de plus près. En 1997, la contribution française au budget européen s'élèvera au plus à 1,37% de notre PIB. Autrement dit, sur 100 francs de richesses créées, 1,37 franc ira au budget européen contre 44 francs au budget national.

La France recevra beaucoup en retour. Faut-il rappeler que nous sommes l'un des principaux bénéficiaires de la politique agricole commune et de nombreux autres programmes européens ? De fait, deux au moins des priorités définies à Maastricht recouvrent largement les nôtres : aides aux agriculteurs après la réforme de la politique agricole commune, soutien à la compétitivité de certaines industries comme l'automobile. Si l'Europe n'existait pas, il nous faudrait de toute façon assumer des dépenses équivalentes avec une efficacité économique et politique inférieure. Quant à l'aide aux quatre pays les moins riches de la Communauté, l'Espagne, l'Irlande, la Grèce et le Portugal, dont certains parfois se plaignent, ce n'est à l'évidence pas un placement à fonds perdu. Le développement de ces pays stimule notre économie grâce aux achats supplémentaires qu'ils permettent. Ainsi, dès aujourd'hui, l'Espagne est le pays vers lequel nous dégageons le plus fort excédent commercial. A défaut d'être sensible à une élémentaire solidarité, ces "compte-petit" peuvent-ils être accessibles à une évidente logique commerciale ? Au-delà de tout calcul, le budget européen a une vertu irremplaçable, celle de permettre de réaliser à plusieurs ce qui, seul, serait impossible.

Parce qu'il paraît de bon sens de s'unir pour défendre l'environnement commun, parce que le développement des échanges culturels favorise la diversité et la richesse de chacun, parce que la reconnaissance du droit de vote local des ressortissants de la CE responsabilise les citoyens de la Communauté, parce que, face à une grande criminalité internationalement organisée, l'Europe doit se protéger collectivement, nous réaliserons, le 20 septembre, le rêve de Victor Hugo, le jour sera venu où toutes les nations du continent européen, sans perdre leurs "qualités distinctes" et leurs "glorieuses individualités" se fondront "étroitement dans une unité supérieure" pour constituer "la fraternité européenne".

Françoise Lorrain

☎ 45.56.78.57 EMPLOI, LOCATIONS, VACANCES, BONNES AFFAIRES... ☎ 45.56.78.57

15301

Agglomération de 50.000 hab. de la région Auvergne

recherche

AGENT CONTRACTUEL

rattaché au cabinet du maire pour une période de 6 mois à compter du **1er octobre 1992.**
Cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Connaissances administratives et financières appréciées.
Ecrire à "Vendredi"

15302

Ville de SAVIGNY-LE-TEMPLE 20.000 habitants
Agglomération nouvelle de MELUN-SENART (77)

recrute

CHARGE(E) DE RELATIONS PUBLIQUES
POUR LA MAISON POUR TOUS JACQUES-PREVERT
(recrutement statutaire ou contractuel)

PROFIL

Sous la responsabilité de la directrice des services culturels, l'intéressé(e) sera chargé(e) :
- des actions de communication destinées à promouvoir la saison spectacles et les opérations spécifiques du cinéma (presse, publics ciblés, CE...)
- de la préparation des représent. (rel. publiques : scolaires, invités, art., jury...).

Poste exigeant dynamisme, disponibilité, goût du travail en équipe et une aptitude certaine aux relations publiques

Date de recrutement souhaitée : **septembre 1992**

Adresser lettre de candidature manuscrite + CV + photo + copie de diplômes à :
Monsieur le Maire, Conseiller Général
Hôtel de Ville
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE cedex

15303

COMMUNE DE VILLEFONTAINE - ISERE 17.000 habitants
Ville membre du S.A.N. de l'Isle-d'Abeau 30 km de Lyon

recrute pour le 1er octobre 1992

SECRETAIRE GENERAL(E)

grade attaché principal ou directeur, détachement sur emploi fonctionnel de S.G. 10/20 suivant conditions statutaires.

MISSION : collaborateur direct du maire, chargé de la mise en œuvre des directives municipales, direction et coordination des services.

PROFIL : expérience sur emploi similaire souhaitable, disponibilité, sens du dialogue, aptitude aux relations humaines.

AVANTAGES : prime de responsabilité, régime indemnitaire, prime de fin d'année.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à :
Monsieur le Maire, Hôtel de Ville
place Pierre-Mendès-France 38090 VILLEFONTAINE

Parce qu'un
COLLABORATEUR POLITIQUE
se recrute
DANS UN SUPPORT POLITIQUE...
Pensez
AUX PETITES ANNONCES
de "Vendredi"

15304

Claude SAUNIER
Sénateur des Côtes-d'Armor
Maire de Saint-Brieuc

recrute pour le 1er octobre 1992
UN(E) ATTACHE(E) PARLEMENTAIRE
Lieu de travail : Saint-Brieuc.
Pour toute information complémentaire contacter
le 96.62.54.18

Faites connaître "Vendredi" autour de vous, abonnez-vous, réabonnez-vous. En un mot : SOUTENEZ-NOUS !

C'est décidé je m'abonne !

Nom .....
.....
Prénom .....
.....
Adresse .....
.....
.....
Code postal .....
Ville .....
.....

Abonnement 1 an : 260 F
DOM-TOM / CEE : 400 F
Autres pays : 600 F
Soutien : 500 F

A renvoyer à : "Vendredi" service lecteurs, 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07
accompagné, éventuellement, du montant des abonnements. Chèque à l'ordre de "Vendredi". Merci de penser à joindre votre bande adresse.

❑ *Veuillez abonner de ma part ou*
❑ *Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant 5 semaines*

▼ 1 ▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

❑ *Veuillez abonner de ma part ou*
❑ *Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant 5 semaines*

▼ 2 ▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

❑ *Veuillez abonner de ma part ou*
❑ *Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant 5 semaines*

▼ 3 ▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

► EMPLOI

15305 - ***Informaticien, 32 ans, adh. PS, spéc. PAO édition, infographie,*** cherche emploi Paris et RP, étudie toutes propositions.
☎ 45.67.96.36

15306 - ***JH 26 ans, bac + 2 (droit) cherche emploi ds une ambiance socialiste*** afin de contribuer à la victoire finale de la justice sociale.
☎ 94.66.32.01

15307 - ***Technicien supérieur textile,*** BTS action commerciale, adh. PS, 33 ans, 4 ans exp., cherche emploi dans l'industrie textile ou dans le commerce de la grande distribution, toutes régions.
☎ 20.02.84.32

15308 - ***JF 21 ans niveau 1ère année DEUG espagnol + anglais,*** BAFA, formation secrétariat informatique, cherche emploi.
☎ 55.96.70.63

► LOCATION VACANCES

AUVERGNE

15309 - A louer septembre grande maison de campagne.
☎ 55.96.70.63

► SWEET HOME

153010 - **URGENT** - ***Etudiant salarié, adh. PS, cherche F2,*** Paris et proche banlieue.
☎ 48.24.05.93

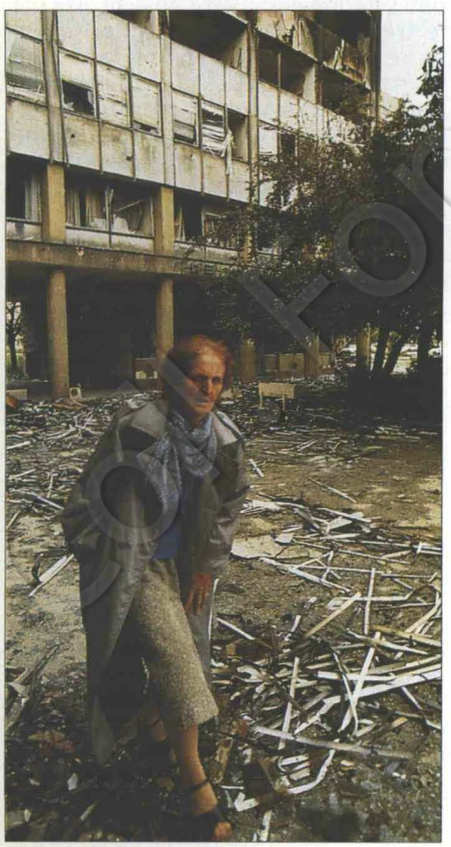
► TRAVAUX

152011 - ***Militants créent entreprise de bâtiment.*** Sté SONMEZ, Champigny (94). Nous effectuons tous travaux et aménagements. Appelez-nous.
☎ 45.43.36.74

Copie non légale

Europe : construction ou désintégration

Un curieux vertige semble saisir la France. La progression des non dans les sondages témoigne de ce climat. Les faux prophètes du non se servent de Sarajevo pour dénoncer Maastricht. Or, un coup d'arrêt de la construction européenne favoriserait les forces de désintégration à l'Ouest comme à l'Est de l'Europe.



Traditionnellement favorable à la construction européenne, contrairement aux réticents de toujours que sont les Danois, les Français pourraient-ils trouver des vertus au non qui profiterait ainsi de cette période de grogne généralisée et de délectation morose ? Jouant comme souvent sur le ressort éternel de la peur, les médias ne font qu'amplifier cet état actuel de l'esprit français. Au chapitre du grand frisson, le non est en passe de relayer ces croquemitaines plus ou moins fantasmatiques que sont ou qu'ont été Jean-Marie Le Pen ou les foulards islamiques.

L'HYPOCRISIE DES NON

Comme, il y a peu, tout ce qui se passait en France était censé profiter à Le Pen, tout ce qui se passe aujourd'hui en Europe est mis au passif de la construction européenne. Ainsi veut-on absolument nous faire croire que la situation yougoslave plaide contre Maastricht. Au point que bien des partisans du oui se laissent intimider par cette accusation culpabilisante. Sans s'apercevoir qu'en faisant un tel lien, les partisans du non se montrent sous leur vrai jour : contrairement à leurs dénégations, ce n'est pas l'Europe de Maastricht qu'ils mettent en cause, mais bien l'Europe tout court. Car on ne peut en même temps dire qu'on se satisfait du statu quo actuel (si tant est que ce statu quo sorte indemne d'un refus de Maastricht) et tirer parti de "l'impuissance européenne" d'aujourd'hui.

Dire à la fois que le présent est bel et bon comparé à l'avenir maastrichtien et se servir de ce présent pour insulter l'avenir, dire que, pour être contre le traité, on n'en est pas moins européen et "boire du petit lait" chaque fois que l'Europe est défaillante ou embarrassée, c'est pousser loin l'hypocrisie et la mauvaise foi.

Au lieu de compliquer la campagne référendaire, l'argument yougoslave aurait dû permettre, tout au contraire, d'éviter les débats biaisés et d'opposer partisans et adversaires réels de la construction européenne. Qu'on le veuille ou non, il n'existe aujourd'hui en Europe que deux processus en mouvement pour les entités nationales : l'un, qui pousse à l'émiettement et à la désintégration est en œuvre dans l'ex-Yougoslavie ; l'autre, à la coopération et à l'intégration, passe par Maastricht.

Les puristes qui rêvent d'une Europe autre que celle qui s'élabore à tâtons sous leurs yeux devraient se méfier : la pente de la destruction est plus rapide à dévaler que ne l'est l'édifice à construire. Croire que l'Europe des peuples va sortir tout armée du crâne de Georges Marchais, d'Alain Krivine ou de Marie-France Garaud, c'est faire bien peu de cas des intérêts que les Etats s'empresseraient de reprendre si l'un seulement des principaux piliers de la construction européenne suivait l'exemple danois.

La palme de l'absurdité dans cette campagne revient à ceux qui, tel Philippe de Villiers, vont clamant que la monnaie unique sert surtout les Allemands alors que c'est le sujet qui passe avec le plus de difficultés dans l'opinion allemande, au point que le ministre des finances, Theo Waigel, a promis, charge symbolique oblige, que le nouveau billet en écus, conserverait dans son aspect un air de famille avec le mark.

LA PAIX, LE DEVELOPPEMENT ET LA DEMOCRATIE EN QUESTION

Ceux qui disent que l'échec de la CED (la Communauté européenne de défense) n'a finalement pas empêché les avancées européennes se trompent douloureusement d'époque. La période était alors à la concentration et au bloc, la conférence de Bandoung ayant même cherché à solidifier, à côté des deux grands, une troisième entité, les non-alignés, qui a, depuis, volé en éclats aussi sûrement que le monde communiste. Il faut savoir quelles sont les forces centrifuges en action aujourd'hui dans le monde avant de déstabiliser si peu que ce soit la construction européenne.

Les revendications nationalistes n'aboutissent pas fatalement au "nettoyage ethnique" mais le vide idéologique béant ouvert par l'effondrement du communisme et la mutation économique à l'Ouest laissent la voie à bien des régressions. Les passions xénophobes, même si elles y culminent, ne sont pas limitées aux Balkans. Quand on voit les violences des derniers jours à Rostock, dans l'ex-RDA, on peut avoir des inquiétudes légitimes en cas de coup d'arrêt de la construction européenne.

D'autant que le nettoyage ethnique qu'ont planifié les Serbes, mais que ne récusent pas formellement les Croates, n'est rien moins que du lepenisme en action. Moins une volonté d'extermination que de séparation absolue entre des peuples condamnés à un isolement et à une ignorance mutuels. C'est bien pour cela que Jean-Yves Lhomeau a pu

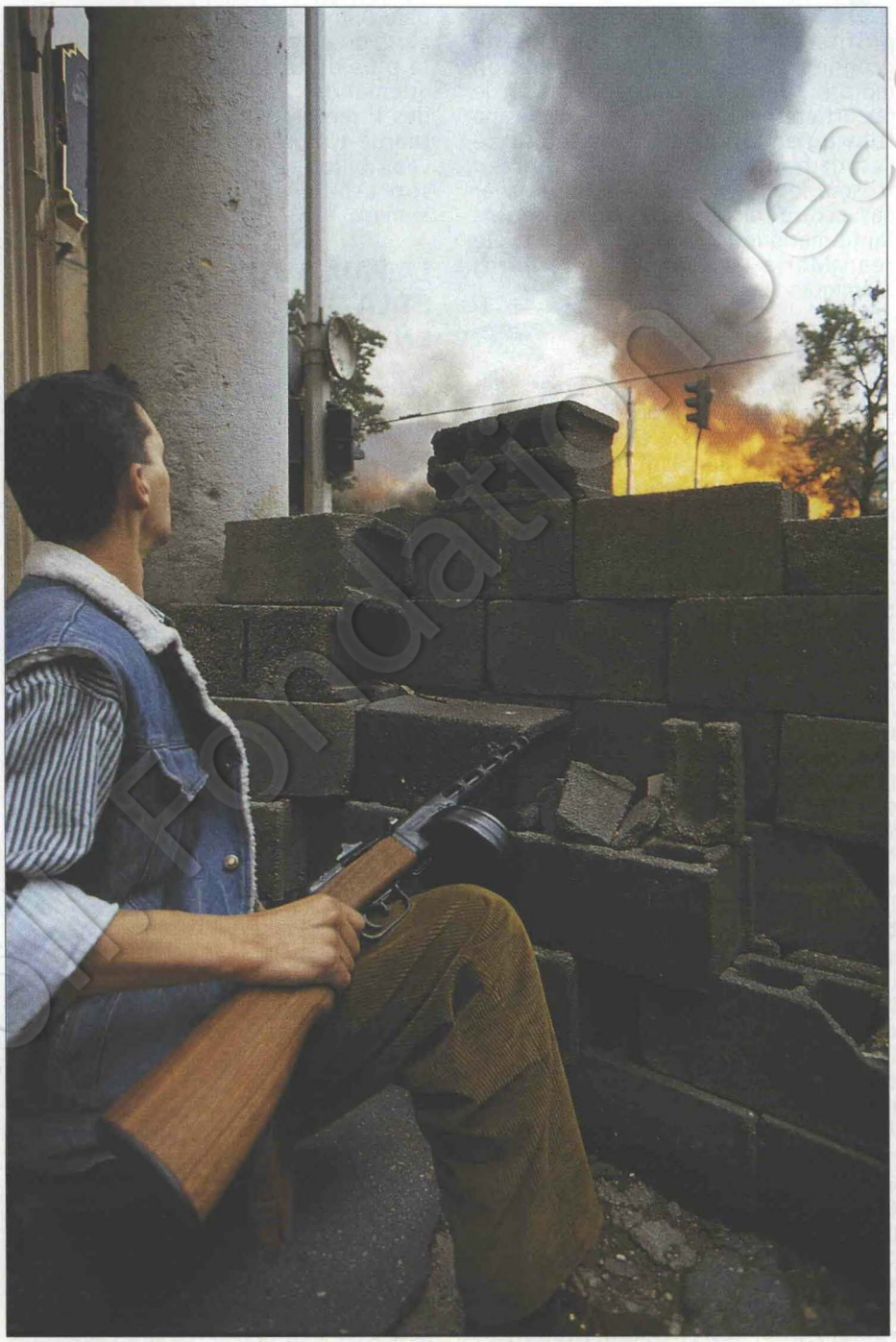
oui à l'Europe

écrire, dans "Libération", à bon escient, que Le Pen risque, bien que d'autres lui aient volé la vedette dans la campagne référendaire, si le non l'emportait, d'apparaître comme le plus assuré des vainqueurs. Le chacun pour soi et chez soi qui en résulterait recouvrirait l'essentiel du message lepeniste : isolement, nationalisme exacerbé, xénophobie galopante.
Même si nous n'arrivions pas aux mêmes extrémités que dans l'ex-Yougoslavie, nos compatriotes devraient réfléchir avant de déposer un bulletin dans l'urne à cette perspective terriblement inquiétante pour la paix, le développement et la démocratie.

Bernard Chaouat

ah, si l'Europe était plus forte !...

Camps, exécutions sommaires, exode massif, la folie meurtrière en Yougoslavie semble sans fin. Une tragédie qui prouve l'impérative nécessité d'une politique de défense européenne et de véritables moyens d'intervention communs, ainsi que l'explique Gérard Fuchs.



Le débat sur le référendum de Maastricht est largement pollué par la question yougoslave. N'est-ce pas précisément parce que nous n'avons pas de défense européenne que nous sommes incapables d'intervenir ?
Gérard Fuchs, secrétaire national aux affaires internationales. Je suis scandalisé par le discours de ceux qui tirent argument de la situation yougoslave contre le traité d'union européenne. La France toute seule peut-elle ramener la paix en Yougoslavie ? Personne n'a encore eu le culot de l'affirmer. Il est clair qu'il faut renforcer et l'ONU et la Communauté européenne. François Mitterrand et Helmut Kohl, les deux principaux initiateurs du traité, ont bien compris qu'après l'effondrement des régimes communistes en Europe et la réunification allemande, il fallait resserrer les liens entre les Etats membres de la Communauté, élargir et surtout politiser cette Communauté. Nous avons aujourd'hui une Communauté économique européenne. Le but du traité de Maastricht est de créer enfin une union politique, dotée d'une politique de sécurité et de défense commune. L'Europe continentale est à un carrefour : ou nous laissons se développer des nationalismes d'exclusion, l'idée que des Etats monoethniques sont la réponse à la crise de civilisation que nous connaissons, et la totalité de notre continent se trouvera en guerre dans quelques années. Même les liens entre la France et l'Allemagne ne sont pas à l'abri de tout retour en arrière. Ou bien nous progressons dans la mise en commun de certains éléments des souverainetés nationales. C'est l'objectif fixé par le traité de Maastricht. Il définit un cadre politique où, à la fois, les identités nationales persistent, ce qui est mon souhait pour la France, mais où également des politiques communes et une citoyenneté européenne peuvent être mises en place qui permettent de dépasser les dimensions agressives et exclusives du nationalisme. A cet égard, le résultat du référendum du 20 septembre est déterminant pour l'avenir, non seulement de la France, mais de la totalité du continent.

La France a pris une position en pointe dans le conflit yougoslave. Vous n'excluez pas qu'il faille aller plus loin. Pourquoi ?
En décidant que tous les moyens peuvent être utilisés pour faire circuler des convois d'approvisionnement et de soins et surtout pour accéder aux trop fameux camps du nord de la Bosnie, les deux résolutions votées par l'ONU apportent des réponses aux questions de droits de l'homme et humanitaires. Il faut souligner que la France est engagée au premier rang en Yougoslavie et en termes d'ingérence humanitaire et en termes de participation militaire. Nous avons le plus fort contingent de la FORPRONU : 2.800 hommes sur 14.000.

Fondation Jaurès

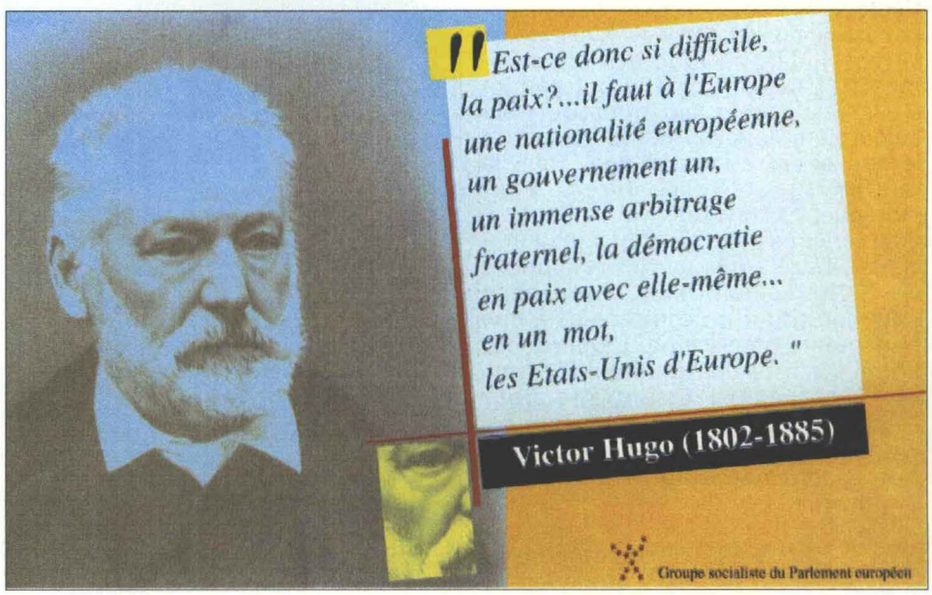


Il reste que, sur le terrain, les Serbes contrôlent maintenant 90% des territoires qu'ils convoitaient. La conférence sur la Yougoslavie, qui se tient actuellement à Londres, doit impérativement réaffirmer trois principes : le caractère inacceptable des violations des droits de l'homme, des camps, du siège des villes ; mais aussi le refus de toute modification de frontière par la force ; le troisième principe fondamental, affirmé avec force par la France, sans lequel il n'y a pas de paix durable, le respect des droits des minorités dans chacune des républiques. Reste à savoir comment faire appliquer ces principes et particulièrement le second. Compte tenu des orientations du pouvoir à Belgrade, de nouvelles résolutions de l'ONU et d'autres pressions militaires sur la Serbie seront très probablement nécessaires.

Qui pourrait intervenir ? Comment imaginer une action efficace ?
Compte tenu du terrain et du niveau d'armement des forces en présence, une intervention terrestre exigerait l'envoi de 300.000, voire 500.000 hommes, selon les experts. Militaires et politiques, sauf peut-être Jacques Chirac, sont aujourd'hui d'accord pour exclure une action au sol qui causerait des pertes inacceptables. Aux experts alors d'envisager des scénarios plus réalistes qui gardent une vertu de dissuasion par rapport aux autorités de Belgrade. Et à l'ONU de voir s'il se trouve assez de pays pour les mettre éventuellement en œuvre.

L'armée serbe serait la quatrième armée du monde. Comment se fait-il que ce pays soit aussi puissant ?
La Yougoslavie de Tito s'est forgée dans la résistance d'abord à l'invasion nazie, puis à ce qui paraissait le risque majeur, une invasion soviétique. Aussi, la totalité des régions montagneuses, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, une part de la Croatie, est truffée de dépôts d'armes, de réseaux souterrains. Les stocks d'armes, de munitions, de carburant, sont considérables. Et pas seulement des armes légères : des canons, des blindés, des mortiers. Je ne crois donc pas aux effets militaires d'un embargo contre la Serbie. La plupart des experts s'accordent à dire que l'armée serbe a devant elle des réserves pour combattre au moins un an, voire deux. Le front serbo-croate est une véritable ligne de front, plus proche de celle de 14-18 que des quelques miliciens tenant des rues dans un village qu'on imagine.

En ce qui concerne les responsabilités dans le conflit, peut-on se contenter de l'explication simple des méchants Serbes agressant d'héroïques petits pays ?
Les autorités serbes ont une responsabilité majeure dans le déroulement actuel de la crise. Mais j'avais dit, dès juin



1991, que si on reconnaissait l'indépendance de la Slovénie sans un minimum de conditions, la logique conduirait à la reconnaissance de la Croatie, ce qui constituerait une sécession inacceptable pour le pouvoir fédéral yougoslave, et on en arriverait à la reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine et à une guerre civile impitoyable... Dans la reconnaissance inconditionnelle des premières républiques yougoslaves était en germe tout ce que nous connaissons aujourd'hui et tout ce que nous connaîtrons demain.

Y a-t-il un risque de contagion ?
Oui. Si nous n'arrivons pas à cantonner cet incendie à l'intérieur des frontières yougoslaves, d'autres minorités en Europe centrale et orientale diront : pourquoi pas nous ? Si les millions de Hongrois de Slovaquie et de Roumanie demandaient leur rattachement à Budapest, un autre conflit pourrait éclater. A l'intérieur de l'ex-Union soviétique, une confrontation entre la Russie et l'Ukraine n'est pas exclue. Le risque d'extension de ces chocs ethniques est considérable.

La purification ethnique est-elle une spécificité serbe ?
Cette théorie, qui nous rappelle les pires années du nazisme, est développée dans certains cercles de Belgrade depuis plusieurs années. Elle a été admise, officiellement ou presque, en Serbie. Mais, de façon plus discrète, une partie des autorités croates mène la même politique.
Je ne suis pas convaincu que, pour Zagreb, l'hypothèse d'un accord avec Belgrade sur la base d'un partage de la Bosnie-Herzégovine soit exclue. Un partage inacceptable : il constituerait un précédent qui risquerait de conduire à une mise à feu et à sang de la totalité de l'Europe centale et orientale dans les années qui suivraient.

En quoi la situation est-elle plus dramatique en Yougoslavie qu'en Somalie ? L'Europe des douze est-elle devenue le gendarme de l'Europe ?
Le parallèle politique des affrontements "tribaux" somalien et yougoslave est réel. La question est aujourd'hui de savoir qui fait respecter le nouvel ordre international. Dans la guerre du Golfe, ce furent pour l'essentiel les Etats-Unis.
Il ne serait pas bon qu'un unique intervenant fasse appliquer les résolutions de l'ONU. Seule l'Union européenne peut constituer un contrepoids à une hégémonie américaine. L'émergence d'une identité politique européenne est à cet égard essentielle pour l'équilibre planétaire des trente ans qui viennent. Et il est évident qu'elle doit s'affirmer d'abord sur notre continent.

Propos recueillis par Patricia Jaffray

l'environnement c'est aussi l'Europe

L'Europe peut se construire par les biais les plus inattendus : la question des déchets par exemple, quotidien du quotidien, ne peut plus s'envisager que dans un cadre européen. L'actualité de l'été l'a montré.

L'Europe est apparue, en ce mois d'août 1992, sous un jour nouveau et peu ragoûtant : celui des déchets. La découverte de rebuts hospitaliers allemands, illégalement importés en France (où 90% des hôpitaux ont les moyens de traiter eux-mêmes leurs déchets), et la réaction immédiate du ministre français de l'Environnement, réglementant (par le décret du 18 août) l'importation en France de déchets ménagers, illustre bien la réalité de la construction européenne : si les frontières s'évanouissent, les Etats membres gardent une marge de manœuvre. Mais, in fine, les questions nationales peuvent se résoudre par davantage d'Europe.
L'épisode estival des déchets fut l'occasion de rappeler une réalité : la France, en 1991, a "accueilli" plus de 500.000 tonnes de déchets industriels nécessitant un traitement, et près d'un million de tonnes d'ordures ménagères, provenant essentiellement de l'Allemagne, mais n'exporte qu'un très faible tonnage de déchets. Les coûts de retraitement français, moins élevés qu'en Allemagne, sont alléchants pour un pays soumis à de fortes exigences écologiques et disposant d'un territoire plus limité. La circulation des déchets pourrait d'ailleurs ne pas être choquante si des ordures illicites ne se mêlaient clandestinement à des déchets libres d'accès. La filière déchets est une filière qui tourne, par exemple en Lorraine, qui compte 24 décharges classées, 13 incinérateurs et 18 centres de tri homologués et importait, il y a peu, près de 500.000 tonnes de déchets allemands par an.
Le démantèlement d'un trafic de déchets a cependant ravivé les craintes. Certains ont évoqué "la France, poubelle de l'Europe". Et qu'en serait-il avec l'entrée en vigueur de l'acte unique et la libre circulation des marchandises ? Libre circulation à condition que ces marchandises ne portent pas atteinte à la santé ni à l'environnement, rappelle-t-on au ministère de l'Environnement. "Pourrait-on imaginer que les armes ou la drogue circulent librement ?"

AU COUP PAR COUP

La vivacité de la réaction de Ségolène Royal visait sans doute à faire taire ces supputations. Elle prouve, a contrario, que les Etats membres ne sont pas pieds et poings liés dans la Communauté européenne et que les intérêts nationaux ne sont pas aveuglément subordonnés à ceux de la Communauté. Mais

★ OU EN EST ★ L'EUROPE DES DECHETS ?

Qu'est-ce qui est possible, qu'est-ce qui ne l'est pas, dans l'Europe des douze, en matière de circulation des déchets ? La réglementation européenne a pris corps à travers deux directives (1984 et 1986) portant sur les transferts transfrontaliers de déchets générateurs de nuisances. Elles ont été traduites dans le droit français par un décret du 23 mars 1990 qui réglemente l'importation, l'exportation et le transit de ces déchets. Une liste établit la trentaine de catégories de déchets concernés. Premiers de la liste : les déchets hospitaliers. L'importateur de tels déchets doit obtenir l'autorisation du préfet du département du lieu de traitement. Celui-ci ne peut l'accorder que si l'installation de traitement adéquat existe dans le département. Le décret du 18 août complète le décret du 23 mars en édictant une réglementation pour les déchets ménagers et assimilés (déchets industriels banals) qui ne pourront plus transiter librement sauf accord entre les Etats concernés. Les déchets ménagers destinés aux décharges seront refusés systématiquement puisque la loi française sur les déchets de juillet 1992 prévoit que, d'ici à dix ans, 20 centres de stockage définitif et 160 usines de traitement et d'incinération remplaceront les 6.700 décharges actuelles.
D'une manière générale, rappelle-t-on au ministère de l'Environnement, les discussions sur la réglementation européenne vont dans le sens d'une harmonisation des réglementations nationales pour éviter notamment les distorsions de concurrence et du renforcement de la sévérité de la réglementation sur les déchets.

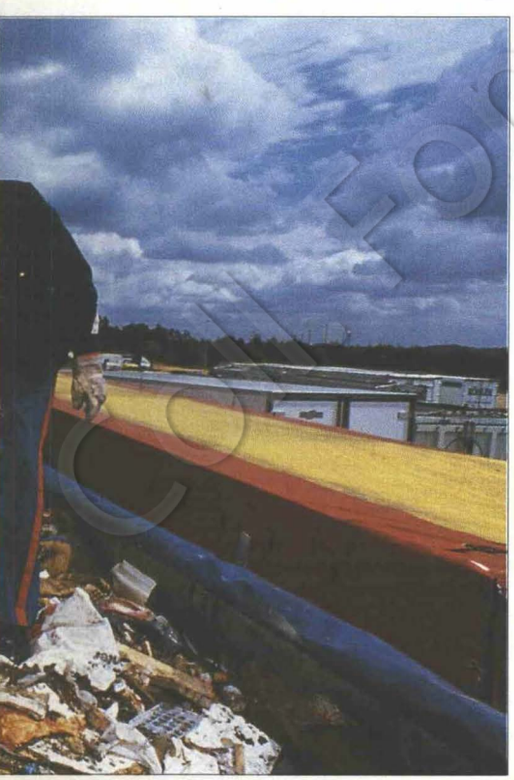
▼ *A partir du scandale des importations illégales, l'Europe a avancé.*



il ne s'agit pas pour autant d'un acte anti-européen. "Klaus Töpfer et moi sommes fondamentalement sur la même ligne", déclarait Ségolène Royal. "Nous sommes tous d'accord sur un principe, rappelait encore le ministre. Les déchets ne sont pas des marchandises comme les autres. L'Europe a déjà choisi : la logique d'environnement l'emporte sur la logique économique de libre échange." Voilà qui accrédite l'idée que l'Europe ne sera rien d'autre que ce que l'on en fera, au coup par coup.

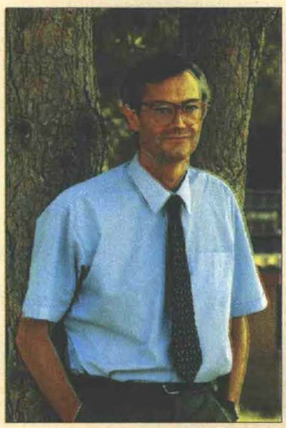
La rencontre des ministres français et allemand de l'environnement, le 21 août, a enfin montré que la découverte d'un dysfonctionnement pouvait être l'occasion de faire avancer l'Europe. Même si le ministre allemand a été un peu bousculé par la fulgurance de la réaction française, il en a reconnu la pertinence et les deux sont tombés d'accord sur un mémorandum en cinq points. Ils manifestent en particulier leur intention "d'accélérer la construction de l'industrie européenne de l'environnement en renforçant la coopération technologique et industrielle entre les deux pays." Surtout, ils ont décidé de se battre dans le même sens, le 20 octobre prochain, à Bruxelles, pour faire adopter un règlement européen qui permette l'application du principe de proximité (les déchets doivent être traités au plus près) et demande que les Etats membres deviennent autosuffisants dans un délai raisonnable. "A partir du scandale des importations illégales, nous avons rebondi positivement et avons fait avancer l'Europe de l'environnement", a conclu Ségolène Royal.

Maryline Trassard



★ ★ ★ Des livres pour le oui ★ ★ ★

JEAN-LOUIS BIANCO
"Trans-Europe express"



Comment aller vers l'Europe avec des idées simples ? s'est interrogé Jean-Louis Bianco. En mettant en scène ce que serait demain à travers cinq petits récits mélangeant allégrement fiction et réalité, sérieux ou désopilants, mais tous décapants. Maastricht ? Le oui a gagné depuis longtemps, depuis dix ans exactement, et la construction européenne a suivi.

A bord du "Trans-Europe express", Jean-Louis Bianco emmène ses lecteurs faire un tour en 2002. L'Autriche et la Norvège sont entrées dans l'Union européenne en 1994, la Suisse, la Finlande et la Suède en 1995, le Danemark en 1996 (après le référendum dit d'infirmation). L'an 2000 a vu la guerre des monnaies entre le dollar, l'écu et le yen ; 2001 la signature du traité de Venise qui complète Maastricht sur la politique étrangère et la sécurité commune.

Nous voilà en 2002, date de l'entrée de la Bohème, de la Slovénie et de la Hongrie dans l'Union européenne. Mais la guerre du Kosovo menace, au sud de la nouvelle république serbo-croate. L'aéroport de Slatina est de nouveau fermé, en dépit de la "résolution Kouchner", adoptée en 1999 à l'initiative du prix Nobel de la paix pour codifier très précisément le droit d'ingérence humanitaire. Pour la première fois de son histoire, l'Union européenne décide d'intervenir militairement dans un conflit en Europe de l'Est. Les combats auraient pu durer encore des années, mais le poids de l'Europe et des Nations Unies ont raison de l'obstination des combattants. La France trouve la solution : l'autonomie du Kosovo, avec la définition d'un canton serbe, une union économique et monétaire entre la Serbo-Croatie et le Kosovo sous la garantie de l'Europe et des Nations Unies.

Pendant ces terribles événements, les USA acceptent de ne plus rémunérer les donneurs de sang et d'adopter les normes européennes en vigueur depuis 1994 : le donneur ne reçoit pas de gratification pour lui-même, mais pour une cause dont il devient le parrain, par le biais de comptes d'épargne humanitaire gérés par les organisations caritatives. Plus rien ne s'oppose à la création de World Transplant, sur le modèle de l'ancienne Europe Transplant.

Las, la Mafia décide une distribution d'héroïne à bas prix le jour de Noël pour ridiculiser la politique commune anti-drogue. Depuis 1998, un "pool des procureurs" européens coordonne les enquêtes, les procédures pénales et les sanctions des Etats membres : les juges font tomber les sociétés écrans. Dans un superbe pastiche de SAS, le prince Malko s'active et, grâce à la coopération de toutes les polices, réussit à stopper l'opération Père Noël.

Reste alors à résoudre le conflit social de ce début de millénaire. Les chasseurs de bugs et autres virus informatiques ont le spleen. Et voilà que commencent à apparaître des messages syndicaux d'un nouveau type en plein milieu d'un bon de commande ou d'une fiche de paie. On finira par trouver la solution. Mais, chut...

Bref, de la pédagogie à l'état pur, et un excellent thriller à offrir à ceux qui hésiteraient encore ou à ceux qui aiment rêver.

Plon, 180 pages, 89 F.

HENRI EMMANUELLI
"Plaidoyer pour l'Europe"



Voilà au moins un livre qui affiche d'emblée la couleur. Sur la couverture éclate un immense oui blanc sur fond rouge, beaucoup plus gros que le nom de l'auteur, Henri Emmanuelli, et le titre, "Plaidoyer pour l'Europe", qui est à lui seul tout un programme. "Certains voudraient nous faire croire que construire l'Europe, c'est renoncer à la France et enterrer l'idéal républicain. Je suis convaincu du contraire. Construire l'Europe, c'est consolider la France, être fidèle à son idéal, chercher à lui donner un avenir."

Mais, pour Henri Emmanuelli, trop d'assauts démagogiques sont venus brouiller les éléments du débat. Sabre au clair, il n'a pas de mots assez durs pour les pourfendre, dénoncer cette "alliance de la carpe nationaliste et du lapin conservateur" qui "conjugue crispations et archaïsmes." Mais, dans ce livre solide, documenté, il ne se contente pas de récuser pessimismes et confusions. Comme Français et comme socialiste, il salue l'Europe.

Pour Henri Emmanuelli, en effet, la nation française est née le 26 août 1789, lorsque l'Assemblée constituante adopta la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Elle donna le jour à un monde nouveau. Entre 1789 et 1992, "que rien n'oppose et que tout rapproche", le lien est à nouveau rétabli grâce au fil d'Ariane républicain. Ce n'est pas la première fois, en effet, que nous adoptons des textes qui conduisent à des limitations de souveraineté. Le préambule de 1946, qui fait juridiquement partie intégrante de la Constitution de 1958, les envisage quand elles sont nécessaires à l'organisation de la paix. La Communauté, force de paix ? "La route est encore longue pour y parvenir... Mais l'union européenne nous y conduit."

La même confusion règne en matière économique. Mais Henri Emmanuelli persiste et signe. "Je persiste à croire que si l'on explique aux Français que la vraie paix, la vraie force, la vraie démocratie, celles qui s'appuient sur la prospérité, l'emploi, la croissance sont conditionnées par la monnaie unique, ils percevront mieux les enjeux du débat." Pour lui, la monnaie unique est un préalable indispensable. Le pouvoir d'agression de la monnaie est un des outils de la rivalité entre nations, mais elle peut aussi être un des vecteurs modernes de la paix. "De l'absence de souveraineté financière à une souveraineté partagée, qui oserait dire que ce n'est pas un progrès ?"

Reste que l'Europe est la première victime de la conjonction de ses excès réglementaires et de ses insuffisances institutionnelles. Il faudra préciser avec netteté les sphères de compétence de chaque niveau de responsabilité. "L'Europe de Maastricht n'est encore qu'un cadre, et c'est à nous qu'il appartiendra de le remplir dans la fidélité à nos valeurs et à nos convictions."

Flammarion. 150 pages, 75 F.

Monique Grima



L'eau que vous buvez, l'énergie qui vous chauffe,
la propreté de nos villes, la route que vous prenez,
les autobus que vous empruntez, les bureaux où vous travaillez,
le logement que vous habitez, les soins qui vous guérissent,
la télévision que vous regardez...
Toutes ces choses de votre vie, par nos métiers nous y participons.

GROUPE GÉNÉRALE DES EAUX

RENDONS SERVICE A LA VIE

Fondation Jean-Jaurès